

## Situation économique et financière de l'Ouganda en 2021

Avec un PIB estimé à 42,5 Mds USD en 2021 et une population de 42,5 M d'habitants, l'Ouganda est la troisième économie de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). La croissance du PIB, qui était de 7,5 % par an pendant la décennie 2000, a ralenti à 2,3 % en 2012 avant de revenir à une moyenne annuelle de 5,5 % jusqu'en 2019. La croissance démographique (3,6 % par an) limite l'augmentation du PIB par habitant à 1000,5 USD en 2021. L'économie est dominée par les services (53,5 % du PIB en 2019), suivis de l'industrie (23,8 %) et l'agriculture (22,7 %).

La faible inclusivité de la croissance freine les progrès sociaux. Le taux de pauvreté a été réduit de 33,8% en 1999/2000 à 20,4 % en 2019/2020. Cependant, le pays est classé 160<sup>ème</sup> sur 189 pays pour l'IDH, et la situation reste très disparate avec des zones d'extrême pauvreté, en particulier dans les régions du Nord et de l'Est. L'économie ougandaise, pour absorber les nouvelles arrivées sur le marché du travail, devra à moyen terme créer 600 000 nouveaux emplois par an, améliorer la productivité et la valeur ajoutée du secteur agricole et absorber le surplus de main d'œuvre dans les emplois plus productifs de l'industrie et des services. La présence de 1,4 million de réfugiés en Ouganda (le plus grand pays d'accueil d'Afrique et le troisième au monde) ajoute également une pression supplémentaire quant aux besoins de fourniture de services essentiels

En 2020, le pays a connu une récession historique à -1,4 %. Les principaux secteurs touchés par la pandémie sont le tourisme, la construction et l'agriculture. En 2021, l'économie ougandaise, portée par la réouverture progressive de l'économie et la reprise de la consommation a rebondi à 5,1 %. La croissance en 2022 est attendue à 4,9 %. Après 4 années d'inflation relativement faible, celle-ci, en lien avec les effets économiques de la guerre en Ukraine, s'établirait à 6,1 % en 2022, au-dessus de l'objectif de la banque centrale (5,0 %).

Le déficit courant s'est établi à -9,3 % du PIB en 2020 (-6,2 % en 2019), portée par une baisse des exportations (-12,2 %) notamment en raison de la faiblesse du tourisme (-60,2 % de VA entre 2019 et 2020), alors que les importations sont restées relativement stables (- 1,7 %). Celui-ci a été principalement financé par des flux de portefeuille, qui restent volatiles, et de la dette externe. Le déficit courant s'améliorerait en 2021 (-7,9 %) et 2022 (-7,0 %) grâce à une croissance relative des exportations (-2,2 % en 2021 puis 24,2 %) supérieure à celle des importations (-10,6 % et 13,6 %).

En raison d'une hausse des dépenses qui dépasse celle des recettes liées à la pandémie, le déficit budgétaire est et restera structurellement dégradé à moyen terme. Contre une moyenne de -3,3 % du PIB entre 2015 et 2019, celui-ci s'établirait à -7,0 % en moyenne entre 2020 et 2022. Après -7,5 % et -7,8 % respectivement en 2020 et 2021, celui-ci diminuerait cependant à -5,6 % en 2022. Cette amélioration s'expliquerait par une diminution des dépenses à 20,4 % du PIB (après 21,4 % en 2020 et 22,1 % en 2021), permise par la fin des mesures supplémentaires de soutien aux populations les plus touchées (distributions alimentaires, fonds de soutien aux saccos...) et les réformes visant à rationaliser les dépenses dans le cadre du programme FMI. De leurs côtés, les recettes poursuivraient leurs hausses tendanciennes, de 13,5 % en 2019 à 14,8 % en 2022.

Selon les données de l'OCDE, l'aide publique au développement reçue par l'Ouganda s'est élevée à près de 3,0 Mds USD en 2020, en hausse de 33% par rapport à 2019. En 2020, les principaux donateurs sont le groupe

Banque mondiale, notamment l'AID (25%), les Etats-Unis (21%) et le fond mondial (7,3%). Les projets concernés par l'APD se tournent principalement vers les infrastructures de l'aide social, aide humanitaire et éducation.

La dette publique s'élèverait à 51,6 % du PIB en 2021 et augmenterait à 53,1 % en 2022. La dette externe représente 64,5 % du total (31,7 % du PIB) et est en grande partie multilatérale (37,9 % de la dette totale, 18,6 % du PIB), les prêteurs bilatéraux représentant 17,3 % de la dette totale, soit 8,5 % du PIB.

La *Debt Sustainability Analysis* (DSA) de juin 2021 a dégradé le risque de surendettement ougandais de « faible » à « modéré », principalement en raison de la diminution des perspectives mondiales. Elle est essentiellement justifiée par la diminution de la capacité d'endettement du pays, de forte à moyenne, elle-même causée, selon le FMI, par la dégradation de la croissance mondiale en raison de la pandémie. La baisse de la part concessionnelle de la dette externe est une préoccupation des autorités.